

#AVENIRDUSPECTACLE

INVESTIR DANS L'AVENIR DU SPECTACLE VIVANT



COMMUNIQUÉ

LE MILIEU CULTUREL EN APPELLE À LA MINISTRE DES FINANCES POUR UN RÉINVESTISSEMENT À PATRIMOINE CANADIEN

Plus de 30 groupes d'un océan à l'autre disent aussi « pas de coupures en culture » à la veille d'une ronde de compressions gouvernementales

MONTRÉAL, 27 SEPTEMBRE 2023 — D'une seule voix, plus de 30 associations canadiennes représentant des diffuseurs, essentiellement des programmeurs de spectacles et des organisateurs de festivals, dénoncent la situation à Patrimoine canadien où les deux programmes importants dont leurs membres bénéficient ne suffisent plus aux besoins. Elles en appellent directement à la ministre des Finances pour un réinvestissement, et ce, avant même qu'une ronde de compressions de 15 milliards \$ s'ajoute aux problèmes actuels. Elles demandent un réinvestissement conséquent et avancent aujourd'hui quelques éléments et des chiffres qui les inquiètent grandement:

- **Les bases budgétaires** de deux importants programmes soutenant la présentation de spectacles et de festivals à Patrimoine canadien, soit le Développement des communautés par le biais des arts (DCAP) et du patrimoine et le Fonds du Canada (FCPA) pour la présentation des arts, **n'ont pas été revues depuis 2007**. Les fonds de ces programmes totalisent 50,2 M \$ et soutiennent aujourd'hui plus de 1 500 organismes;
- Pour pallier les problèmes de sursouscription et sous-financement des deux programmes, le gouvernement a réinjecté en 2019-2020 un total de 15 M\$ par année, mais ne l'a fait que pour deux ans. Ces sommes temporaires ont été reconduites – trois fois dans le cas de DCAP – mais cela **ne suffit même pas à maintenir les subventions reçues au niveau pré-pandémique**, en raison notamment d'une hausse de 12 % du nombre de clients ;
- Des clients qui recevaient avant la pandémie plus de 100 000 \$ au DCAP ont obtenu pour 2023-2024 un maximum de 61 700 \$, c'est-à-dire **souvent 40 % de moins** que durant les années 2010 et **la tendance baissière ne fait que s'accélérer**;
- La situation du FCPA est particulièrement inquiétante. Même avec la hausse ponctuelle accordée en 2019, en dollars constants (i.e. en tenant compte de l'inflation), l'enveloppe du programme a déjà atteint un plancher historique depuis 20 ans. Pire encore, cette hausse ponctuelle n'a pas été renouvelée au-delà de 2023-2024. Cette forme de « compression programmée » fait craindre **des baisses de l'ordre de 23 % en moyenne pour les clients du FCPA** à compter du printemps prochain;

- Pour le milieu, qui réclame un financement prévisible et accru, il apparaît inconcevable qu'on retourne au niveau de 2007-2008 ;
- La présidente du Conseil du Trésor a demandé à tous les ministères fédéraux d'identifier ensemble 15 milliards de dollars en compressions, avant le 2 octobre, et cela pourrait avoir un impact dévastateur sur les programmes concernés ici.

Plus de 1500 clients sont soutenus par les deux importants programmes de Patrimoine canadien. Il peut s'agir autant de lieux de diffusion que d'événements ou de festivals, par exemple. Pour ces organisations, la situation qui prévaut met de plus en plus en péril leur capacité de faire vivre la culture, ses artistes et artisans, de boucler leurs budgets, tout en ayant des retombées positives dans leurs communautés, tant sur les plans culturel et social, qu'économique.

Afin de remédier à la situation, les nombreuses associations réunies sous le parapluie #AvenirDuSPECTACLE réclament l'intervention rapide de la ministre des Finances et elles proposent de nouveau au gouvernement fédéral diverses pistes de solutions pour un réinvestissement :

- Elles demandent que les sommes ponctuelles consenties depuis 2019 soient **intégrées de façon permanente à la base budgétaire des deux programmes**. Il n'est pas raisonnable de condamner tout le milieu à se mobiliser année après année pour des prolongements qui, comme dans le cas du FCPA cette année, ne viennent pas (ou arriveraient tardivement si le gouvernement rectifie le tir seulement dans son prochain budget);
- Selon les associations, ce ne sont pas des ajustements marginaux qui sont requis, mais bien un vrai **rattrapage historique**. Elles demandent une hausse de 21 M\$ au FCPA et de 9 M\$ au DCAP, en sus des sommes temporaires renouvelées à la pièce depuis 2019. Ces investissements élèveraient le financement de ces deux programmes de 37 % (en dollars constants) au-delà des seuils établis au moment de leur mise en œuvre. Rappelons que le gouvernement libéral a dès 2015 corrigé un sous-financement à Radio-Canada/CBC de même qu'au Conseil des arts du Canada, mais qu'il n'a pas fait pareil exercice pour les programmes du ministère du Patrimoine canadien soutenant la diffusion du spectacle vivant.

Pour le moment, le gouvernement fédéral n'a pas donné suite aux demandes du milieu, tout en étant pleinement conscient des enjeux, ayant été sensibilisé au cours des dernières années à plusieurs occasions par les associations et même, depuis l'automne dernier, par quelque 25 députés de la Chambre des communes qui ont écrit des lettres sur le sujet aux ministres concernés.

La liste des organisations qui appuient la campagne #AvenirDuSPECTACLE et sont à l'origine du présent communiqué se trouve [ici](#).

– 30 –

Source : #AvenirDuSPECTACLE et associations participantes
Information complémentaire : [Ici](#) (FR) et [ici](#) (EN)
RSVP : rsvp@marellecommunications.com
Info : Sandra Rossi, Marelle Communications
rossi@marellecommunications.com
 (514) 238-2859